



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT.

Reprise d'Ascoval

Nouvelle table ronde avant la décision du tribunal du 24 octobre.

C'est la secrétaire d'Etat à l'Economie qui a tenu une nouvelle table ronde à Valenciennes, mardi 23 octobre, en présence des syndicats d'Ascoval, des élus régionaux, du patron d'Altifort (groupe candidat à la reprise) et du responsable Europe-Afrique de Vallourec.

Table ronde réclamée dans le valenciennois mais surtout accélérée par le communiqué de presse de Vallourec du 22 octobre, affirmant qu'il ne soutenait pas le projet Altifort.

Etaient absents le ministre de l'économie, le président du CIRI, et le PDG de Vallourec, Philippe Cruzet : courage fuyons !

L'échange a pourtant à nouveau mis en valeur les enjeux : l'équilibre de la sidérurgie dans les Hauts-de-France et l'impact potentiel sur des milliers d'emplois, par effet domino, si la continuité de cette aciérie électrique (la plus moderne du pays) n'était pas assurée.

Très clairement, nous avons constaté que le représentant de Vallourec n'était pas là pour revenir sur le communiqué de presse lancé la veille par le groupe.

La secrétaire d'Etat a régulièrement répondu aux arguments des élus syndicaux, politiques, et ceux du patron d'Altifort par un « oui, mais ... », se positionnant assez clairement auprès de la direction de Vallourec. Les échanges ont révélé également une position très ambiguë du CIRI, et de la BPI.

Il est très clair que Vallourec a tenté de peser sur la décision du tribunal en affichant sa position 2 jours avant l'audience. Le maintien de l'aciérie ne serait-il pas un obstacle à la délocalisation progressive des actifs français et Européens, au bénéfice de l'Asie et du continent américain ? Stratégie réaffichée par le groupe lors de sa « journée des investisseurs » en février dernier !

D'un coté nous avons l'Etat, actionnaire de Vallourec à plus de 15%, avec près de 700 millions d'euros de fonds publics français captés ces 10 dernières années, au bénéfice d'un groupe qui délocalise sa production.

De l'autre, nous avons l'aciérie la plus moderne du pays (détenue à 40% par Vallourec), dotée d'une main d'œuvre expérimentée et répondant aux besoins croissants d'acier et aux enjeux environnementaux par la valorisation de la ferraille. Et, qui plus est, un projet de reprise qui a du sens.

Si une issue positive n'était pas trouvée pour l'aciérie, ces prochaines heures ou ces prochains jours, il ne faudrait donc pas parler d'impuissance du gouvernement (sans omettre la responsabilité du Conseil Régional, avec ses prérogatives désormais sur l'emploi), mais de complicité pour dynamiter la sidérurgie des Hauts-de-France. C'est toute la sidérurgie et l'industrie nationale qui en pâtirait, contrairement aux beaux discours du gouvernement sur la place de l'industrie dans notre économie, et mettrait à mal, par voie de conséquence, l'équilibre économique et social de plusieurs bassins d'emploi de la région.

Favoriser une reprise via la BPI, monter au capital pour s'assurer un réel pouvoir sur la stratégie Vallourec, débarquer la direction actuelle de Vallourec, nationaliser l'ensemble du périmètre, ne serait-ce que pour travailler un projet industriel de long terme, plusieurs pistes sont posées. C'est d'action et de courage politique dont on parle ici.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie appelle l'ensemble des sidérurgistes et métallos des Hauts de France à participer massivement aux mobilisations programmées dans la région.

Contact presse :
MARIE VERGNOL
01. 55.82.86.21
REF / PV/md

Montreuil, le 24 octobre 2018